

Communiqué de presse // 18.03.2016

Un début de dégel mais on est très loin du réchauffement !

Le verdict du rendez-vous salarial du 17 mars est tombé : la valeur du point d'indice gelé depuis juillet 2010 bénéficiera donc d'un dégel puisque le gouvernement annonce une revalorisation de 1,2% en 2 fois. Ainsi les agents ne bénéficieront de ce micro-dégel que de façon différée sur leur fiche de paye (0,6% au 1er juillet 2016, puis 0,6% au 1er février 2017).

Tout cela reste largement indigent alors que tout le monde s'accorde à reconnaître le rôle et l'engagement des agents de la Fonction Publique.

En six ans de blocage de nos salaires ce sont près de 8% de perte de pouvoir d'achat que l'ensemble des 5,5 millions de fonctionnaires auront subi. Avec 1,2% le gouvernement annonce un geste qu'il qualifie de « significatif »... C'est effectivement plus que les 0,3% d'augmentation symbolique annoncée il y a peu par la Ministre de la Fonction Publique. Mais cela reste largement insuffisant.

Cette faible évolution n'est pas le fruit du hasard mais bel et bien celui des luttes et pressions organisées depuis des années pour la reconnaissance et la revalorisation de nos métiers.

Le contentieux salarial est donc loin d'être réglé pour l'ensemble des fonctionnaires et en particulier pour les enseignants dont la faible rémunération est soulignée par nombre de rapports dont le dernier de l'OCDE.

Nous continuons d'exiger la tenue d'autres rendez-vous salariaux pour construire un véritable plan de rattrapage de notre pouvoir d'achat.

Le 22 mars sera l'occasion de porter ces revendications, à travers les multiples initiatives qui prendront des formes diverses dans les départements : interpellation des parlementaires, rassemblements, conférences de presse, grèves...

Contact : polo.lemonnier@snepfusu.net // 06 10 35 03 05